AVIS D'APPEL A CANDIDATURES

Le cabinet GECA-PROSPECTIVE, spécialisé en recrutement et en Gestion des Ressources Humaines recrute pour le compte du Projet Filets Sociaux Productifs et Adaptatifs au Tchad quatre postes à savoir :

- **01 Coordonnateur/rice ;**
- **01 Responsable Administratif et Financier ;**
- **01 Responsable en Passation des Marchés ;**
- **01 Responsable en Suivi – Évaluation.**

I. CONTEXTE ET DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

Le Tchad est un pays enclavé d'une superficie de 1 284 000 km² situé en Afrique Centrale. Sa population, estimée à environ 18 millions d'habitants (2023), augmente à un rythme annuel de 3,6 % par an. Les femmes et les hommes représentent respectivement 50,7% et 49,3% de la population totale (RGPH 2, 2009).

La proportion de la population tchadienne vivant en dessous du seuil de pauvreté monétaire est passée de 55% en 2003 à 42,3% en 2019 (ECOSIT4, INSEED, 2021). L'espérance de vie à la naissance a progressé de 49,6 à 51,4 ans entre 2010 et 2014 (HDR, 2015).

Hormis les facteurs structurels et climatiques, les ménages pauvres des différentes régions du pays sont confrontés à un large afflux de réfugiés. Au cours des 25 dernières années, le Tchad a en effet accueilli tous les ans de nombreux réfugiés tout le long de ses frontières orientale, occidentale et méridionale. Le pays abrite aujourd'hui 5 juillet donne 1 252 000 réfugiés et occupe de ce fait, la 12e place — en nombre absolu — parmi l'ensemble des pays d'accueil du monde et le 1e rang en Afrique[1]. Les réfugiés constituent près de 7% de la population, ce qui fait du Tchad l'un des pays d'accueil des réfugiés en grand nombre au monde. Les enfants constituent plus de la moitié des réfugiés qui, comme leurs communautés d'accueil,[2] vivent dans une situation de pauvreté prononcée. La plupart de ces réfugiés sont d'ailleurs logés le long des frontières nationales, dans des zones reculées caractérisées par un sous-investissement structurel et une forte prévalence de la pauvreté.

De façon générale, la situation des réfugiés et des communautés d'accueil dans les régions Est, Sud, et du Lac Tchad présente des différences marquées.

Près de 628 138 nouveaux réfugiés soudanais se trouvent actuellement le long de la frontière Est (Ouaddaï, Sila, Wadi Fira et Ennedi Est). Ils ont fui la violence au Darfour et la majorité d'entre eux est en exil depuis plus d'une décennie. Ces réfugiés appartiennent à des groupes ethniques qui partagent plusieurs éléments culturels avec les communautés d'accueil. Ils vivent généralement sur des « sites » d'implantation spécifique et disposent d'un accès limité à la terre. Leurs perspectives de retour dans leur patrie au cours des prochaines années sont peu certaines.

Environ 74 000 réfugiés en provenance de la République Centrafricaine (RCA) vivent le long de la frontière Sud (Logone Oriental, Logone Occidental, Mandoul, Moyen-Chari, Salamat). Ils ont fui les violences en RCA et sont généralement en exil depuis plus d'une décennie. Il s'agit souvent des musulmans logés au sein des communautés hôtes chrétiennes et certains d'entre eux sont originaires de zones relativement reculées de la RCA. En outre, on trouve dans cette zone près de 87 000 tchadiens « de retour » au Tchad (après un séjour en RCA de longue date, couvrant parfois plus d'une génération) : plusieurs d'entre eux proviennent de milieux urbains et se trouvent maintenant logés sur des sites d'implantation dédiés, situés en zone rurale.

Environ 7000 nigérians et 2000 nigériens, tous réfugiés, se retrouvent le long de la frontière Ouest (région du Lac). Ils ont fui les attaques de Boko Haram et sont généralement en exil depuis une ou deux années. Ils sont issus des multiples groupes ethniques qui habitent le long du Lac Tchad et ont peu

[1] Basé sur les données du HCR, Juillet 2024

[2] L'expression « communauté d'accueil » désigne ici les communautés situées à proximité des camps ou sites de réfugiés. Ils n'abritent donc pas nécessairement directement des réfugiés, mais sont indirectement ou directement affectés par leur présence.

d'affinités culturelles avec les communautés d'accueil. Les traumatismes récents et la méfiance des populations hôtes rendent leur inclusion sociale difficile. Ils habitent dans des camps. Leurs perspectives sont incertaines dans un contexte fluctuant souvent marqué par une forte insécurité.

On trouve également dans cette région 119 000 tchadiens, qui se sont déplacés dans le pays et se trouvent dans la région du Lac, suite aux conflits avec Boko Haram et aux pressions relatives à l'évacuation d'une large part de la zone exercée sur les populations locales, pour des raisons de sécurité.

Depuis le début du conflit actuel au Soudan, le Tchad accueil plus de huit cent mille (800.000) réfugiés dont 80% sont des femmes et des enfants. A cela s'ajoute plus de 80.000 personnes retournées fuyant les zones de guerre. Cet afflux continu avec l'arrivée chaque jour des personnes qui traversent la frontière tchado-soudanaise. Cet afflux des réfugiés a un impact significatif sur les populations hôtes et cela, au-delà des zones d'affluence. Les efforts conjugués du Gouvernement et de la Communauté internationale doivent être renforcés.

Quoique les réfugiés et les communautés d'accueil soient confrontés aux mêmes besoins importants non satisfaits, allant de l'accès aux services de base aux opportunités économiques, l'aide humanitaire s'est principalement concentrée sur les réfugiés. Or, il est maintenant largement reconnu que les communautés d'accueil ont beaucoup moins accès aux services essentiels de santé, d'éducation, d'eau potable, d'assainissement et de protection sociale, au même titre que les réfugiés qui eux, peuvent bénéficier des services accordés à travers les circuits de soutien humanitaire.

L'accès aux ressources naturelles et aux activités génératrices de revenus reste également difficile, notamment en raison de la crise sociale et économique que connaît le pays et des effets des changements climatiques.

La demande accrue en ressources déjà rares en raison de l'afflux de réfugiés s'ajoute aux contraintes qui entravent les opportunités économiques accessibles aux deux communautés.

Quoiqu'un système national de filets sociaux (PARCA) s'adressant aux personnes pauvres et vulnérables ait été mis en place, sa couverture reste limitée et la plupart des communautés d'accueil doivent encore faire face aux chocs avec peu ou pas d'assistance. En outre, les perspectives de retour à court terme des réfugiés dans leur patrie demeurent extrêmement faibles, particulièrement dans l'Est et dans le Sud du Tchad. En fait, le risque permanent d'instabilité et de conflits dans leurs régions risque plutôt de provoquer de nouvelles vagues d'arrivées.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Tchad, avec l'appui de la Banque mondiale, a lancé la préparation d'un nouveau projet financé par l'IDA en faveur des réfugiés et des communautés d'accueil au Tchad, intitulé « Projet de Filets Sociaux Adaptatifs et Productifs ». Cette nouvelle initiative devra suivre la même logique du projet d'Appui aux Réfugiés et Communautés d'Accueil (PARCA) tout en prenant en compte les nouvelles préoccupations énoncées.

Les objectifs de développement du projet visent à accroître l'accès aux filets sociaux pour les populations pauvres et vulnérables ainsi que les réfugiés, et à renforcer le système de protection sociale du Tchad.

Le projet de Filets Sociaux Productifs et Adaptatifs vise à :

- *Assurer le Leadership du Gouvernement :* renforcer la capacité du gouvernement à planifier et à coordonner toutes les interventions en matière de filets sociaux dans le pays.
- *Renforcer le Système National de Protection Sociale Adaptative :* pour permettre de mettre rapidement à l'échelle les interventions de filets de sociaux en réponse aux chocs.
    - Augmenter l'efficacité du ciblage en développant un registre social unifié (RSU)
    - Réduire les coûts et les délais de paiement grâce à l'utilisation d'une plateforme de paiement numérique.
- *Établir un programme national* : programme phare pour mettre en œuvre la vision soulignée dans la récente déclaration de politique générale du gouvernement, la stratégie nationale de protection sociale (2024-2028) et le PND (2024-2028).

Les composantes du projet sont :

Composante 1 : Déploiement du Programme national de filets sociaux productifs (PNFSP)

- ✓ **Sous-composante 1.1 : programme de filets sociaux productifs intégrés**. Fournit un paquet de services sur trois ans pour les ménages extrêmement pauvres et vulnérables, y compris les réfugiés et les communautés hôtes. Cela inclut des transferts monétaires trimestriels, des

mesures de développement du capital humain, de résilience climatique, d'éducation financière et d'inclusion productive.

- ✓ **Sous-composante 1.2 : Transferts monétaires d'urgence réactifs aux chocs**. Finance des transferts monétaires d'urgence pour les chocs tels que la période de soudure, les inondations et l'afflux de réfugiés.

Composante 2 : Renforcement du système de protection sociale

- ✓ **Sous-composante 2.1 : Registre social unique, module de paiement et système d'alerte précoce et de réponse pour la sécurité alimentaire**. Améliore le registre social national, introduit un module de paiements mobiles numériques, développe un Système de Gestion des Opérations pour les Bénéficiaires et améliore la mise à l'échelle et l'interopérabilité des systèmes d'information.
- ✓ **Sous-composante 2.2 : Gouvernance et intégration des réfugiés**. Soutient l'établissement des structures de gouvernance pour la protection sociale et l'inclusion des réfugiés dans le PNFSP.

Composante 3 : Gestion du projet

- ✓ Finance l'unité de gestion du projet (UGP), le suivi et l'évaluation, le renforcement des capacités et les évaluations du projet.

Composante 4 : CERC

Fournit un mécanisme de réponse rapide en cas d'urgence.

Poste 1 : Coordonnateur/rice

Sous l´autorité du Comité de Pilotage, le (la) Coordonnateur/rice de l´UGP sera chargé/e de :

1. Responsabilités

- Assurer la coordination des programmes et projets de Filets Sociaux placés sous l´autorité de la Coordination du Projet Filets sociaux, et en particulier du projet Filets Sociaux financé par la Banque mondiale ;
- Superviser tous les aspects techniques des projets de Filets Sociaux placés sous l'autorité de la Coordination du Projet Filets sociaux, et leur cohérence avec les manuels de mise en œuvre des projets adoptés par le CP et approuvés par les bailleurs de fonds ;
- Assurer le suivi et le contrôle budgétaire en conformité avec les plans d´exécution et les budgets adoptés par le CP ;
- Gérer les ressources humaines, financières et matérielles mises à la disposition de l´UGP, en conformité avec les directives et les règles de procédures établis par les bailleurs de fonds et auxquels le gouvernement du Tchad souscrit par les accords de financement ;
- Représenter la Coordination du Projet Filets sociaux auprès des organismes nationaux et internationaux ;
- Respecter et faire respecte les conditions prévues par les accords de financement avec les bailleurs ;
- Veiller à la tenue d'un plan d'exécution détaillé de toutes les activités des projets avec les résultats attendus et les indicateurs convenus dans les accords de financement et autres documents des projets ;
- Organiser et assurer le secrétariat des réunions du Comité de Pilotage (CP) de la Coordination du Projet Filets sociaux ;
- Assurer le suivi des décisions prises dans les réunions du CP de la Coordination du Projet Filets sociaux ;
- Consolider les rapports d'ensemble sur l'avancement des projets à présenter au Comité de Pilotage et aux bailleurs de fonds ;
- Préparer et appuyer les missions de supervision des bailleurs de fonds ;
- Toutes autres tâches prévues par le CP en conformité avec sa mission.

2. Profil du candidat

- Être titulaire d'un BAC+4 au moins dans les domaines du développement économique et social, communautaire ou discipline apparentée ;

- Avoir (10) ans d'expérience pratique dans la gestion de projets de développement financés par des bailleurs de fonds, dans un poste de responsabilités et d´encadrement ;
- Avoir une expérience dans la gestion d'équipes pluridisciplinaires ;
- Avoir une connaissance des procédures de la Banque Mondiale serait un atout ;
- Compétences en communication orale et écrite (français et anglais)
- Excellente qualité de communications interpersonnelles et humaines ;
- Excellente connaissance des politiques gouvernementales dans le domaine de la protection sociale ;
- Excellente capacité de rédaction et esprit de synthèse ;
- Bonne connaissance informatique des logiciels courants (Word, Excel, Power Point, E-mail et autres outils de communication).

3. Lieu d'affectation et durée du contrat

Le poste est basé à N'Djaména avec de nombreux déplacements sur le terrain, dans les Provinces et les communautés affectés par les projets de Filets Sociaux. Le contrat est pour un an, renouvelable en fonction de la performance et selon la disponibilité des fonds mis à la disposition de la Coordination du Projet Filets sociaux par les bailleurs de fonds.

Poste 2 : Responsable Administratif, Financier et Comptable de la coordination du Projet Filets Sociaux Productifs et Adaptatifs au Tchad

1. Responsabilités

Sous l'autorité du/de Coordonnateur National, le RAF est chargé de l'appuyer en matière financière et comptable. En particulier, il/elle sera responsable de :

- Mettre en place le bon fonctionnement du système d'organisation, de gestion administrative et financière du Projet ;
- Participer à l'élaboration des budgets trimestriels et annuels des composantes du Projet et faire le suivi de l'exécution budgétaire sur base trimestrielle ;
- Assurer l'organisation et la coordination de la comptabilité du projet
- Veiller à la qualité et à la fiabilité des documents comptables produits et garantir la qualité du travail des comptables des unités régionales ;
- Assurer la mobilisation des ressources et la gestion du projet ;
- Assurer le suivi des décaissements et la réalisation des différents comptes ;
- Préparer les rapports financiers devant être présentés au Comité de Pilotage du projet et à la Banque Mondiale sur l'utilisation des fonds en précisant les fonds débloqués par les bailleurs, les utilisations en fonction des catégories budgétaires et les disponibilités dans les différents comptes du Projet;
- Élaborer les plans trimestriels, semestriels et annuels de trésorerie englobant tous les emplois et toutes les ressources en termes d'encaissement et de décaissement ;
- Préparer les dossiers de décaissements des fonds ;
- Suivre le rythme d'établissement, de transmission et de paiement des demandes de remboursement des fonds (DRF) ;
- Superviser la production des états financiers du Projet (état des ressources et des emplois, état de la situation patrimoniale, etc.) ;
- Assurer le réapprovisionnement en fonds des unités de gestion du projet ;
- Organiser le travail comptable au sein de la Coordination des Filets Sociaux Adaptatifs et Productifs ;
- Produire tous les documents comptables consolidés (grand livre, balance, situation patrimoniale, tableau emplois/ ressources, états de rapprochement bancaires, etc.) ;
- Gérer les relations avec l'administration fiscale, banques, caisse de cotisations sociales…etc.
- Préparer et assister les missions d'audit ainsi que la mise en œuvre des recommandations qui en découlent ;
- Rédiger la partie administrative et financière des Dossiers d'Appel d'Offres (DAOs), des Termes de Référence (TdRs) et contrats de marchés, en collaboration avec le Spécialiste en passation de marchés ;
- Appuyer, si nécessaire, les agences d'exécution décentralisées (antennes provinciales) du Projet en matière de gestion administrative, comptable et financière ;

- Être responsable de la gestion des cautions et garanties liées à l'exécution des contrats et participer au suivi de l'exécution des contrats ;
- Mettre en place, en concertation avec le spécialiste en passation des marchés, un système d'acquisitions des fournitures et consommables ; en collaboration avec les compétences disponibles, vérifier que les équipements délivrés correspondent aux spécifications contractuelles (ou, le cas échéant, aux prototypes fournis), que les obligations de documentation d'installation, de fourniture de stock de pièces détachées et de formation rapide du personnel à l'usage des instruments sont remplies par les fournisseurs ;
- Participer à la rédaction des rapports trimestriels d'activités à transmettre à l'IDA ;
- Tenir les fiches du personnel du Projet et conserver les différents contrats de travail ;
- Procéder à la paie mensuelle du personnel et à l'établissement des bulletins de paie ;
- Être cosignataire des documents financiers notamment les chèques et des virements avec le/la Coordonnateur National ;
- Conseiller le Coordonnateur National sur les questions financières et assurer un appui pédagogique à ses collaborateurs ;
- Exécuter toute autre activité concourant à la mise en œuvre efficace du projet relevant de son domaine de compétence et qui lui sera confiée par le/la coordonnateur National du projet.

2. Profil du candidat

Qualifications nécessaires

- Être titulaire d'un diplôme (BAC+4) au moins en gestion financière, comptable ou encore tout autre diplôme équivalent ;
- Avoir au moins dix (10) ans d'expériences dans le domaine des finances, de la comptabilité avec au moins cinq (5) dans les projets de développement ;
- Justifier d'une expérience pertinente d'au moins trois (3) années dans un poste d'encadrement au sein d'un cabinet comptable, d'une entreprise, de l'administration publique ou d'un projet de développement de préférence financé par l'IDA ou la BAD.

Exigences particulières fortement recommandées

- Avoir une bonne connaissance et maitrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- Maitriser les outils informatisés de comptabilité et de gestion financière tel que le Tompro ;
- Avoir une bonne connaissance des procédures de la Banque mondiale ;
- Avoir une bonne capacité à travailler en équipe et sous pression ;
- Avoir l'esprit d'analyse et de synthèse et une bonne pratique de l'élaboration des rapports financiers ;
- Bonne connaissance du français de même qu'une aptitude à communiquer oralement et par écrit aussi bien avec les responsables du projet, que la hiérarchie et les collègues ;
- La connaissance de l'anglais est un atout.

3. Moyens

Le RAF disposera d'un bureau équipé et d'une liaison Internet, mis à sa disposition par le projet.
Ses déplacements effectués dans le cadre de l'exercice de ses missions ainsi que ses charges diverses de fonctionnement (communications téléphoniques, consommables informatique et matériel de bureau) sont pris en charge par les ressources IDA selon les modalités fixées par le Manuel de procédures.

4. Lieu d'affectation et durée du contrat

Le contrat du RAF du Projet est d'une durée d'un an renouvelable sur base des performances évaluées par le/la Coordonnateur (trice) du projet. Le poste à pourvoir est situé à N'Djamena.

Procédure de sélection

Le RAF sera sélectionné en conformité avec les procédures fixées dans le document de la Banque mondiale relatif aux « Directives de sélection et emploi de consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition septembre 2023 ».

Poste 3 : Responsable Passation des Marchés

1. Responsabilités

Sous la responsabilité du coordonnateur, le SPM a pour mission la planification de la passation et du suivi de l'exécution de l'ensemble des marches. Il est chargé de :

- Assurer la qualité des dossiers de marchés ;
- Veiller à ce que les décisions de passation des marchés respectent les accords convenus pour la mise en œuvre du projet ;
- Contribuer à la résolution de tout problème de passation des marchés qui pourrait survenir ;
- Assurer le suivi des dossiers de marchés pour éviter tout retard dans le processus de passation, d'attribution, de signature et d'exécution des marchés;
- Coordonner sa mission avec le service responsable de la gestion financière et de la comptabilité du Projet afin de s'assurer que la passation des marchés s'intègre parfaitement dans la planification et la gestion des fonds ;
- Assister et conseiller la Coordination du projet sur la base des dispositions de l'accord de crédit/Don, du manuel des procédures et du plan de passation des marchés ;
- Préparer et coordonner la planification pour la passation des marchés de travaux, fournitures, de services non intellectuels et de la sélection des consultants ;
- Mettre à jour le plan de passation des marchés au moins une fois l'an et chaque fois que de besoin dans STEP ;
- Développer un mécanisme de suivi de la passation des marchés, y compris des délais, afin de pouvoir identifier rapidement les sources potentielles de retard, d'en informer le coordonnateur et de proposer des solutions pour les résoudre.
- Assurer le classement des dossiers tant physiques au niveau du projet que dans STEP y compris dans le module contrat management

2. Profil du candidat

Qualifications nécessaires

- Être titulaire d'un diplôme d'ingénierie et équivalent ou d'une maitrise de gestion en sciences économiques, en management, droit, administration Passation des marchés, Droit, Finances, Commerce, Gestion, Économie, ou domaines connexes ou équivalent, (minimum Bac + 4);

- Posséder une expérience de dix (10) années minimums dans le domaine de passation des marchés dont cinq (03) ans au moins à un poste de passation des marchés similaire dans le secteur public ou privé ou avoir assumé des responsabilités similaires dans ce domaine. Posséder une expérience générale de 10 dans le domaine de la Passation des marchés et une expérience spécifique de 3 ans comme spécialiste en passation de marches dans un projet financé par la BM. L'expérience dans un projet financé par les autres instituions BAD, BID, etc. serait un atout ;

Exigences particulières fortement recommandées

- Disposer d'une excellente connaissance de la passation des marchés en général, et Disposer des procédures de passation des marchés des banques multilatérales de développement : Banque Mondiale (BM), Banque Africaine de Développement (BAD) et ou des institutions internationales comme l'Union européenne, les organes des Nations unies ;
- Avoir une bonne capacité à travailler en équipe et sous pression ;
- Avoir l'esprit d'analyse et de synthèse et une bonne pratique de l'élaboration des rapports de suivi-évaluation ;
- Avoir une bonne connaissance de l'outil STEP ;
- Bonne connaissance du français de même qu'une aptitude à communiquer oralement et par écrit aussi bien avec les responsables du projet, que la hiérarchie et les collègues ;
- La connaissance de l'anglais est un atout.

3. Moyens

Le Spécialiste en Passation des Marchés disposera d'un bureau équipé et d'une liaison Internet, mis à sa disposition par le projet.
Ses déplacements effectués dans le cadre de l'exercice de ses missions ainsi que ses charges diverses de fonctionnement (communications téléphoniques, consommables informatique et matériel de bureau) sont pris en charge par les ressources IDA selon les modalités fixées par le Manuel de procédures.

4. Lieu d'affectation et durée du contrat

Le contrat du Spécialiste en Passation des Marchés du Projet est d'une durée deux (2) ans renouvelables sur la base des performances évaluées par le/la Coordonnateur du projet. Le poste à pourvoir est situé à N'Djamena.

Procédure de sélection

Le Spécialiste en Passation des Marchés sera sélectionné en conformité avec les procédures fixées dans le document de la Banque mondiale relatif aux « Directives de sélection et emploi de consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition septembre 2023 »

Poste 4 : Responsable en Suivi évaluation

Sous l´autorité du Coordinateur National, le Responsable de Suivi-Évaluation est chargé de :

1. Responsabilités

- Assister et conseiller le Coordonnateur du projet dans la planification et la réalisation des activités ;
- Suivre en collaboration avec les différents acteurs, la coordination et l'exécution régulière des activités du projet ;
- Élaborer le manuel de suivi-évaluation, veiller à sa mise à jour périodique et à son utilisation pour l'élaboration des plans de suivi évaluation annuelle y compris les cadres de résultats ;
- Exécuter toutes tâches qui lui sont confiées par le Coordonnateur/trice et qui sont en relation avec les activités du projet ;
- Participer à l'élaboration du budget annuel et du programme d'activités annuel (PTBA).

2. Profil du candidat

Qualifications nécessaires

- Avoir au minimum un Bac + 4 en suivi-évaluation, économie, sociologie, planification, développement rural, gestion de projet ou autre discipline similaire ;
- Avoir au moins (03) ans d'expérience pratique dans le domaine du suivi-évaluation de projet de développement de préférence financé par la Banque Mondiale ;
- Avoir une solide connaissance des logiciels de suivi-évaluation et analyse statistiques (MSPROJECT, SPSS, TECPRO) ; des autres logiciels informatiques courants (Word, Excel, Power Point, etc.) et autres outils de communication.

Exigences particulières fortement recommandées

- Avoir une bonne connaissance et maitrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- Avoir une bonne connaissance des procédures de la Banque mondiale ;
- Avoir une bonne capacité à travailler en équipe et sous pression ;
- Avoir l'esprit d'analyse et de synthèse et une bonne pratique de l'élaboration des rapports de suivi-évaluation ;
- Bonne connaissance du français de même qu'une aptitude à communiquer oralement et par écrit aussi bien avec les responsables du projet, que la hiérarchie et les collègues ;
- La connaissance de l'anglais est un atout.

3. Moyens

Le Responsable de Suivi-Evaluation disposera d'un bureau équipé et d'une liaison Internet, mis à sa disposition par le projet.
Ses déplacements effectués dans le cadre de l'exercice de ses missions ainsi que ses charges diverses de fonctionnement (communications téléphoniques, consommables informatique et matériel de bureau) sont pris en charge par les ressources IDA selon les modalités fixées par le Manuel de procédures.

GECA PROSPECTIVE

4. Lieu d'affectation et durée du contrat

Le contrat du Responsable de Suivi-Évaluation du Projet est d'une durée d'un an renouvelable sur base des performances évaluées par le/la Coordonnateur du projet et conformément aux dispositions du manuel des procédures. Le poste à pourvoir est situé à N'Djamena

CONDITIONS DE DÉPÔT DES CANDIDATURES

Les personnes intéressées par cette offre sont priées de préparer et déposer un dossier de candidature suivant les exigences ci-dessous.

Composition de dossier

- une lettre de motivation signée du candidat, adressée au Directeur du Cabinet GECA-PROSPECTIVE;
- un Curriculum Vitae complet, détaillant au mieux l'expérience du candidat pour le poste et précisant le nom de deux (02) personnes ressources ;
- les preuves des expériences acquises mentionnées sur le CV, notamment les copies des attestations et certificats de travail ou tout autre document pouvant servir de preuve ;
- une copie du ou des diplôme (s) requis, certificats et attestations de formation ;
- la copie d'une pièce d'identité en cours de validité.

Les candidats peuvent adresser leur dossier de candidature par voie électronique sous forme de fichiers en format PDF à l'adresse suivante **:** recrutement@finances.gouv.td **et** recrutement@gecaprospective.com avec pour objet du mail **: « *candidature au poste de ……* » dans le strict respect des dates et heure limites de dépôt.**

Le délai de clôture de dépôt de candidature est fixé au 27 novembre 2024 à 23 heures 59 minutes, heure de N'Djamena (GMT+1).

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés aux adresses e-mail et numéros téléphoniques mentionnées dans leur CV, pour poursuivre.

L'avis est consultable sur le site web du Cabinet GECA-PROSPECTIVE (www.gecaprospective.com).